

Réunion sur les paradis fiscaux : Suisse et Luxembourg se font porter pâles

LEMONDE.FR avec AFP | 20.10.08 | 20h32 • Mis à jour le 20.10.08 | 20h32

La Suisse et le Luxembourg ont renoncé à prendre part à la réunion internationale sur les paradis fiscaux, prévue mardi 21 octobre à Paris, laissant aux participants les coudées plus franches pour dénoncer ces Etats adeptes du secret bancaire et accusés d'être peu coopératifs en matière fiscale et judiciaire. Les deux pays ont renoncé à venir vendredi, montrant ainsi leur désaccord avec les conclusions qui devraient y être adoptées.

Du coup, les conclusions de cette réunion convoquée à l'initiative de la France et de l'Allemagne pourraient être plus offensives. Huit pays – Royaume Uni, Belgique, Pays-Bas, Norvège, Suède, Danemark, Irlande et Australie – dépêcheront des ministres à cette rencontre présidée par le ministre du budget français Eric Woerth et son homologue allemand des finances Peer Steinbrück. La Finlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique, l'Espagne ont répondu présent. L'Autriche, critiquée pour son application restrictive de la directive européenne sur l'épargne, a décliné l'invitation, comme les Etats-Unis.

Les organisateurs souhaitent que l'OCDE réactualisent pour mi-2009 sa "liste noire" des paradis fiscaux non coopératifs. Au fil des ans, de nombreux Etats ont été rayés de cette liste après avoir pris des engagements de transparence, au point qu'elle ne compte plus que trois Etats : Monaco, Andorre et le Liechtenstein.

MESURES DE RÉTORSION

De nombreux centres financiers importants, notamment en Asie, ne sont pas inclus, tandis que d'autres Etats, sortis de la liste, ne respectent pas les engagements pris. *"Une liste actualisée devrait compter au moins une bonne douzaine de pays. Cela a un effet stigmatisant très important. Les banquiers n'aiment pas être assimilés à des délinquants"*, souligne une source proche du dossier.

Les organisateurs aimeraient également passer en revue et coordonner les mesures de rétorsion que les Etats victimes d'évasion fiscale pourraient prendre à l'égard des pays de la "liste noire". Les pays présents pourraient aussi appeler la Commission européenne à présenter en novembre une proposition de révision de la "directive épargne", afin de lancer le débat en conseil des ministres européens des finances, en décembre. La France et l'Allemagne souhaiteraient élargir le champ de cette directive à presque tous les produits financiers, à toutes les personnes morales et non seulement physiques, et à des paradis fiscaux asiatiques comme Hongkong et Singapour.

Le Monde.fr

- » A la une
- » Le Desk
- » Opinions
- » Archives
- » Forums
- » Blogs
- » Examens
- » Culture
- » Economie
- » Météo
- » Carnet
- » Immobilier
- » Emploi
- » Voyages
- » Programme
- » Télé
- » Newsletters
- » RSS
- » Le Post.fr
- » Talents.fr
- » Sites du groupe

Le Monde

- » Abonnez-vous au *Monde* à -60%
- » Déjà abonné au journal
- » Le journal en kiosque

